

- Hausse du SMIC...  
et des prix ..... 1 et 2
- Meurtre d'A MORO  
et terrorisme en Italie 1 et 4
- CAREL-FOUCHE  
Halte aux licenciements 2
- Chantiers Navals :  
La C.F.D.T. intervient ... 3
- Deux succès revendicatifs :  
KATOREX et  
LACQ-SERVICE ..... 3

### Des hausses qui se suivent... mais ne se ressemblent pas ?

La hausse des prix a repris sa vitesse de croisière après une période d'accalmie artificielle qui avait pour seul but de masquer l'inflation dans les semaines précédant la consultation électorale. Ainsi on a pu entendre les cris de victoire de nos gouvernants : l'inflation était jugulée à leurs dires !

Seulement la vérité était toute autre et on assiste à une nouvelle flambée des prix que ne parvient même plus à cacher le très officiel indice INSEE (+ 0,9 % en mars, + 2,1 % depuis le début de l'année)... Et dans la réalité, cette hausse est plus importante !

Par ailleurs le patronat réclame la liberté des prix, revendication qui a toutes les chances d'être acceptée par le gouvernement qui donne lui-même l'exemple des hausses sans retenue : 10 à 15 % d'augmentation des tarifs publics (S.N.C.F., E.D.F.-G.D.F...), une nouvelle ponction fiscale à travers ce qu'on appelle, au Ministère des Finances, les « Recettes de poche » : tabac, essence, timbres postaux... Ces hausses vont bien entendu se répercuter de façon importante sur l'indice... mais leur nature fait en sorte qu'elles vont surtout grever lourdement les plus bas revenus, c'est-à-dire ceux des travailleurs.

En hausse également... le nombre de chômeurs, et cela malgré toutes les manipula-

Suite page 2

## « ILS » ONT ASSASSINÉ ALDO MORO

« Ils » : ce sont les « Brigades Rouges », un groupe d'extrémistes qui cherchent, par la violence, à désorganiser l'Etat Italien, à saper les bases de la démocratie constitutionnelle.

Quel est leur but : détruire la « société bourgeoise » comme l'annoncent leurs communiqués ou bien créer les conditions d'une alternative autoritaire visant la suppression de toutes les libertés, même les plus formelles ? Sont-ils des ultra-gauchistes comme ils le prétendent ou bien sont-ils manipulés par certaines forces réactionnaires ayant tout à gagner d'une destabilisation du Régime ? Peu importe car leurs méthodes sont de toute façon criminelles et inspirées du fascisme. Il font régner la terreur en se réclamant des « masses populaires » mais l'ensemble des travailleurs et des forces démocratiques condamnent unanimement toutes les violences dont ils sont les auteurs.

Après avoir commis d'autres crimes tout autant inqualifiables, après avoir revendiqué une série d'attentats

injustifiables, les Brigades Rouges viennent d'assassiner froidement Aldo MORO, le Président du Parti de la Démocratie Chrétienne. Aldo MORO a été détenu pendant plusieurs semaines par les terroristes qui ont abattu ses cinq gardes du corps au moment du kidnapping : six victimes de la folie meurtrière qui anime ces Brigades Rouges et que ne saurait excuser une quelconque idéologie.

Aussitôt connue la tragique nouvelle, les syndicats italiens ont appelé à la grève générale, massivement suivie par les travailleurs qui ont ainsi exprimé leur condamnation de ce crime.

En page 4 nous donnons des extraits d'une déclaration de la F.L.M. (Fédération Unifiée des Métallurgistes Italiens), publiée pendant la détention d'A. MORO et concernant la position de cette organisation sur le terrorisme. Nous reproduisons également le message de solidarité envoyé par la F.G.M.-C.F.D.T. à la F.L.M. après la découverte du corps d'A. MORO.





Suite de la page 1

tions statistiques. Un nombre de chômeurs qui ne peut hélas que s'élever encore avec tous les licenciements collectifs annoncés (Navale par exemple), avec l'arrivée sur le « marché du travail » des jeunes sortant de l'école ou ayant terminé les fameux stages en entreprise. Le taux de croissance économique restant assez faible (de l'ordre prévisible de 3 % pour 1978 contre 2,9 % en 1977), il est certain que des mesures nouvelles doivent être trouvées pour résorber le chômage : notamment la réduction massive du temps de travail préconisée par la C.F.D.T.

Enfin, une hausse, qui hélas ne revêt pas l'ampleur des précédentes : celle du SMIC. Le gouvernement a fixé le SMIC à 10,45 F de l'heure (soit 1 811 F par mois pour 40 heures de travail hebdomadaire) au 1<sup>er</sup> mai. Ce réajustement de moins de 4 % a été présenté comme une avancée spectaculaire par le Conseil des Ministres dans la progression plus rapide des bas salaires. En fait, la seule application des textes conduisait déjà à révaloriser le SMIC de 2,8 % ce qui l'aurait porté à 10,34 F de l'heure (1 792 F par mois). Le « cadeau » aux smicards n'est donc pas très important : 19 F par mois... et la hausse des tarifs publics a d'ores et déjà rogné ces quelques francs.

Mais d'autre part, le Premier Ministre n'a même pas tenu sa promesse de faire évoluer le SMIC, plus rapidement que la moyenne des autres salaires (SMIC + 9,1 % depuis juillet 77, moyenne des salaires + 9,5 % depuis la même date). Et bien entendu, le Conseil des Ministres n'a pas tenu compte de l'avis exprimé par les organisations syndicales à la réunion préalable de la commission supérieure des Conventions Collectives, réunion au cours de laquelle la C.F.D.T. a exigé une revalorisation rapide du SMIC jusqu'à atteindre 2 400 F mensuels, base 1<sup>er</sup> avril 78.

**Emploi, Pouvoir d'Achat :** l'action syndicale est nécessaire pour imposer de véritables négociations, pour aboutir à des résultats.

CAREL-FOUCHE (Gaillon et Le Mans)

## Grace à l'action, 200 licenciements refusés

Chez Carel-Fouché-Languépin (entreprise de matériel ferroviaire) de nombreuses actions ont été menées ces dernières années, notamment à l'initiative de la C.F.D.T., sur les salaires (le salaire en deux éléments - salaire de progrès et salaire de fonction - a été obtenu), la compensation du chômage partiel, l'emploi.

Tout particulièrement ces dernières semaines, les problèmes d'emploi (menace de 200 licenciements dans les Etablissements du Mans et de Gaillon) ont nécessité une lutte intense des travailleurs du groupe. Débrayages, blocage des trains en gare du Mans, conférences de presse, interventions auprès des pouvoirs publics, des élus, du Ministère... ont marqué cette lutte conduite par les organisations syndicales C.F.D.T., C.G.T., C.G.C. qui par ailleurs avaient élaboré en commun un certain nombre de propositions pour éviter les suppressions d'emploi envisagées.

Une première victoire avait été remportée au début de l'année à l'usine de Gaillon (Eure) où la direction avait renoncé dans un premier temps aux licenciements. Mais peu après, la direction du groupe demandait aux inspecteurs du Travail de la Sarthe et de l'Eure l'autorisation de licencier 103 travailleurs au Mans et 97 à Gaillon.

### Le conflit du 25 au 28 avril

Le 24 avril, il reste 10 jours aux inspecteurs du Travail pour se prononcer sur les autorisations de licenciements demandés par la Direction.

Depuis début Avril, diverses manifestations devant la Préfecture ont eu lieu au Mans.

A Gaillon, au cours d'une réunion commune, la C.G.T. propose une action : prendre le train gratuitement pour se rendre à Louviers chez le député MONTAGNE qui avait reçu une lettre du Premier Ministre promettant une nouvelle commande. Refus C.F.D.T. qui propose une action **collective**, aboutissant au **blocage de l'usine**, au moindre coût pour les travailleurs.

Les travailleurs rassemblés, acceptent la proposition C.F.D.T. : 8 groupes d'ateliers et services sont constitués. Chacun leur tour, ils débrayeront une heure, et bloqueront les portes jour et nuit. (La garde de nuit est assurée par des volontaires).

L'entreprise est entièrement bloquée toute expédition de matériel suspendue de même que tout approvisionnement extérieur.

But de l'action :

- Obtenir le refus des licenciements par les inspecteurs du travail ;
- Faire accepter par la direction une négociation sur l'Emploi ;
- Obliger les Pouvoirs Publics à prendre les décisions nécessaires pour rééquilibrer le Plan de Charge par une nouvelle commande S.N.C.F. (dans une perspective intéressante toute la branche ferroviaire).

L'action collective a duré du mardi 25 au matin au-vendredi soir 28 avril.

Pendant que se poursuivent à Paris, les démarches près des Ministres du Travail et des Transports... suite de l'action et des entrevues des dernières semaines, la direction accepte une négociation pour le 28 avril.

Entrevue le 27 avec le Directeur du Travail, qui malgré ses affirmations de la semaine précédente laissant entrevoir l'autorisation de licencier, ANNONCE LE REFUS DES LICENCIEMENTS ; cela est confirmé le 28.

### Négociation avec la Direction Générale

Elle a lieu le 28 avril, au niveau de l'inter et se conclue ainsi :

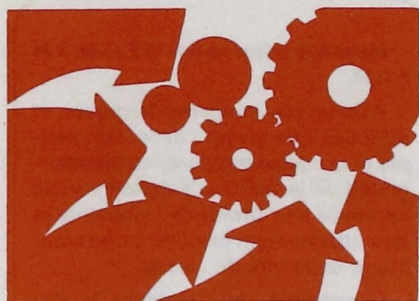
- Pas de licenciement.
- Réduction d'horaire à 36 heures du 8 mai au 1<sup>er</sup> septembre. Indemnisation à 50 %. L'amélioration de cette indemnisation continuera à se négocier à partir du 9 mai entre Direction et Ministère du Travail.
- Poursuite des tractations avec les Pouvoirs Publics, au plan économique.
- Examen de la situation économique et financière de l'entreprise.

Dès samedi, la section syndicale utilise la presse locale et T.V. régionale pour informer adhérents et travailleurs.

Il faut noter que les **syndiqués** C.F.D.T. ont été constamment associés, consultés. C'est sur propositions C.F.D.T. que se sont conduites action et négociation. La F.G.M. constamment informée est intervenue au plan national.

L'unité d'action s'est correctement réalisée avec la C.G.T. après que l'accord ait pu se faire sur le REFUS ABSOLU DES LICENCIEMENTS.





## CHANTIERS - NAVALS (Bouches du Rhône)

### La C.F.D.T. intervient auprès du Préfet

Mardi 2 mai 1978, une délégation CFDT composée de responsable de l'UNION DÉPARTEMENTALE des Bouches du Rhône et des SYNDICATS de la MÉTALLURGIE de MARSEILLE et LA CIOTAT, a été reçue à sa demande par Monsieur VOCHÉL, Préfet de Région.

La délégation a exprimé son entière solidarité avec les travailleurs de la S.P.A.T. (Terrin) menacés de licenciements par la décision de règlement judiciaire, et l'exigence de solutions garantissant le maintien et la garantie de l'emploi.

Les responsables C.F.D.T. ont également exposé au Préfet de Région la situation des Chantiers Navals de La Ciotat frappés par une mesure de chômage technique ramenant la durée du travail à 34 heures par semaine.

Dans la situation de crise que connaissent le département des Bouches du Rhône et la ville de Marseille, la C.F.D.T. a renouvelé sa demande de mise en place d'un COMITÉ LOCAL de l'EMPLOI (Organisations syndicales - Chambre Patronale - Elus locaux - Pouvoirs publics).

Un tel comité, s'il avait été créé en temps utile aurait par exemple pu intervenir sur l'incohérence des prévisions d'investissements industriels dans les Bouches du Rhône :

- SHELL et P.C.U.K. investissent 300 milliards d'A.F. à BERRE et FOS pour créer en tout et pour tout 400 EMPLOIS.
- Il fallait 7 milliards d'A.F. pour sauver un millier d'emplois dans la réparation navale.

## DEUX SUCCÈS REVENDICATIFS

### ■ KATOREX (Strasbourg - Alsace)

Une entreprise de sous-traitance mais faisant également du commerce d'appareils ménagers et de sanitaire. Elle emploie environ 120 personnes.

Dans un premier temps les soudeurs ont débrayé le 24 avril pour obtenir une augmentation de salaire. Par la suite 90 % du personnel de production s'est mis en grève, exigeant, avec la section C.F.D.T., 200 F d'augmentation.

A la demande de négociations la direction a d'abord répondu que des discussions étaient en vue à la Chambre Patronale et qu'elle attendait les résultats.

Mais les travailleurs ont refusé, eux, d'attendre d'autant plus que les discussions à la Chambre Patronale prétextées par la direction semblaient être le fruit de sa seule imagination.

Après 4 jours de grève, les résultats suivants sont obtenus :

- augmentation de 0,60 F de l'heure pour tous, à l'exclusion des cadres et

employés (qui n'étaient pas en grève) ;

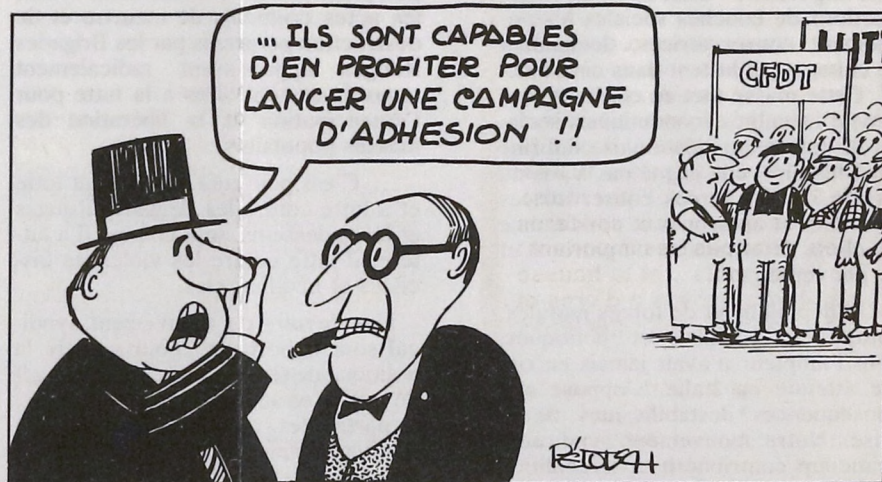
- au cas ou une recommandation patronale ou un accord interviendrait au plan départemental sur les salaires, l'augmentation prévue viendrait s'ajouter aux 0,60 F.

### ■ LACQ-SERVICE (Artix - Aquitaine)

Après avoir débrayé plusieurs mois et fait face victorieusement aux tentatives de lock-out, les 200 travailleurs de cette entreprise ont obtenu des avantages importants :

- retour compensé aux 40 heures ;
- salaire minimum mensuel porté à 2 400 F ;
- augmentation de salaire dégressive (213 F pour les plus bas salaires) ;
- garantie de maintien du pouvoir d'achat sur la moyenne des indices syndicaux et de l'indice INSEE ;
- aménagement des conditions de travail et levée de toutes les sanctions.

La lutte engagée avec les sections syndicales C.F.D.T. et C.G.T. a payé.



## BREF EN BREF EN BREF EN BREF EN BREF EN BREF EN

### ● SLAVA (Besançon) :

Après 4 jours de grève avec leur section C.F.D.T., les 60 travailleurs de cette entreprise d'horlogerie ont obtenu 4,4 % d'augmentation et un calendrier de retour compensé aux 40 heures (horaire actuel : 42 h 30).

### ● LACQ-SERVICE (Artix - Aquitaine) :

Saisi par le Comité d'entreprise, le tribunal des référés de PAU a ordonné la réintégration, sous astreinte financière, des 50 ouvriers lock-outés par la direction de cette usine suite à de nombreux débrayages.

### ● FIL DYNAMO (Rhône) :

Après 3 semaines de débrayages sur l'objectif de 200 F d'augmentation, les 300 travailleurs de cette entrepri-

se ont repris le travail après avoir obtenu 3 % d'augmentation avec un plancher de 70 F.

### ● M.A.E.C. (Cahors) :

Dans cette petite entreprise de construction électrique, la section C.F.D.T., majoritaire, vient d'aboutir à des résultats intéressants concernant le droit syndical et la réduction du temps de travail.

— Au niveau du C.E., chaque titulaire bénéficiera d'un crédit supplémentaire de 5 heures par mois, ces 5 heures pouvant être transférées sur le suppléant ;

Par ailleurs, un accord vient d'être signé avec la direction portant sur

deux jours de congés payés supplémentaires.

### ● FLAMINAIRE (Redon) :

Dépôt de bilan dans cette entreprise de briquets qui emploie 400 travailleurs. Ceux-ci, menacés de licenciement, occupent les locaux.

### ● MANUFRANCE (Saint-Etienne) :

De graves hypothèques pesant encore sur l'avenir de cette entreprise et sur l'emploi, une centaine de travailleurs sont venus en délégation à PARIS, avec leurs sections C.F.D.T. et C.G.T., réclamer une prise de position claire de la part des Ministères.



## LA SITUATION EN ITALIE :

# Déclaration de la F.L.M.

« Face aux événements de ces derniers jours, qui témoignent d'un bond en avant évident dans le terrorisme politique, nous sommes tenus de recourir à une mobilisation exceptionnelle, et de prendre des mesures de défense très grandes en faveur des institutions démocratiques, qui nous permettent de faire face aux problèmes sérieux avec lesquels la société italienne se trouve confrontée, et de les résoudre.

... Les jeunes générations ont vécu et vivent au cœur de la crise : elles en sont profondément marquées. Elevées dans une période de développement économique et social, elles doivent aujourd'hui faire face à des problèmes imprévus et imprévisibles...

... La situation est donc grave, et il ne faut ni se cacher les faits ni les minimiser.

Et c'est précisément cette situation que les travailleurs, les étudiants, les « marginaux », les femmes - c'est-à-dire une masse populaire de plus en plus importante - mais aussi de larges fractions de couches sociales historiquement conservatrices, demandent de changer, et luttent dans cet objectif. Cette masse met en cause un système d'inégalités économiques, sociales et culturelles désormais confirmé par l'histoire, elle gagne pas à pas du terrain sur les forces conservatrices nouvelles et anciennes et conditionne les choix déterminants du patronat et du gouvernement.

Un déploiement de forces morales, culturelles, sociales et politiques, dont l'ampleur n'avait jamais encore été atteinte en Italie, s'oppose aux conséquences destabilisantes de la crise. Notre mouvement syndical a beaucoup contribué à cette coalition de forces : il peut en effet les faire fusionner, il s'efforce de définir une politique globale afin d'amener une transformation radicale de la société. Délibérément, à travers ses expériences qualitatives de vie et d'organisation démocratique, il mène la lutte pour un renouvellement radical, en profondeur, de l'état et pour un élargissement de la démocratie et de la participation.

C'est pourquoi le choix de fond du mouvement syndical et des forces politiques et sociales démocratiques de notre pays repose sur la conscience qu'il est possible et nécessaire de transformer profondément les structures actuelles de l'état et la répartition des pouvoirs en faveur des classes populaires. Nous n'y parviendrons qu'à travers un consensus de masse, et en refusant la violence comme

moyen de transformation politique et sociale.

Mais ce refus de toute stratégie politique et sociale basée sur la violence et la peur n'est pas simplement dicté par des exigences d'ordre politique ou tactique : le refus de la violence et du terrorisme, auxquels il faut substituer le consensus et la conviction des masses sociales est la condition sine qua non qui permettra d'atteindre des objectifs sociaux et politiques meilleurs...

... Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra éviter toute tentation de domination : c'est précisément en protégeant, en renforçant et en élargissant les champs de lutte démocratique (même les luttes d'opposition) que l'on établira les conditions indispensables au processus de libération des masses exploitées et mises à l'écart par les classes dominantes.

Face à tout cela, à cette stratégie de masse, qui à travers de multiples articulations, vise à une transformation profonde de la société et de l'Etat, les actes criminels de meurtre et de destruction perpétrés par les Brigades Rouges apparaissent radicalement opposés et contraires à la lutte pour l'émancipation et la libération des masses populaires...

... C'est pourquoi le syndicat lutte et a lutté contre les Brigades Rouges et leurs desseins, tout comme il a lutté et il lutte contre les violences fascistes et néo-fascistes.

Les devoirs du mouvement syndical sont importants : pour vaincre la politique de tension et de peur, il s'agit de mettre en action, à tous les niveaux, à partir des entreprises, une série d'initiatives présentant un niveau élevé de consensus et de conscience démocratiques, et qui tendent aux objectifs profondément rénovateurs du syndicat...

... Dans ce contexte, le syndicat, et en toute liberté, ressent encore davantage la nécessité de s'attaquer aux problèmes de fond politiques et sociaux, et de se présenter comme l'instrument d'unification de la classe ouvrière et de ses luttes unitaires avec les femmes, les jeunes, les étudiants, les chômeurs. Il doit se constituer partie décisive du grand mouvement qui tend à la transformation démocratique de l'Etat à travers une succession permanente de renouvellements des institutions républicaines. Celles-ci seraient ainsi en mesure de répondre aux besoins pressants et nouveaux de la société italienne, et à la demande de démocratie et de participation qui émane du peuple.

Message adressé par la F.G.M. à la F.L.M.

« Dans ces moments tragiques et difficiles que vivent l'Italie, son peuple et la classe ouvrière, les métallurgistes de la C.F.D.T. expriment leur profonde sympathie et leur attachement profond à une commune solidarité de classe.

L'assassinat du Président MORO interpelle directement tous ceux qui luttent pour une transformation profonde de la Société en la fondant sur la démocratie, l'élargissement des libertés publiques et le maintien des institutions librement déterminées et choisies par la majorité des citoyens.

La F.G.M. comme la F.L.M. et avec elles l'immense majorité des métallurgistes français et italiens, sont plus que jamais convaincus que le choix de fond de leur combat doit reposer sur la possibilité et la nécessité de transformer les structures de la société et les rapports de pouvoirs à partir de la mobilisation et du consensus des masses populaires.

La violence et le terrorisme ne peuvent donc être les moyens d'une quelconque alternative.

Ces convergences profondes fondent la solidarité de notre unité d'action.

Fraternellement à vous tous.

Le 10 mai 1978.

Jacques CHEREQUE  
Secrétaire Général

### ● BULLETIN DU MILITANT F.G.M.-C.F.D.T.

#### ● Rédaction, diffusion, administration :

5, rue Mayran - 75009 PARIS  
Tél. 247.74.00

#### ● Le directeur de la publication :

Albert MERCIER.

#### ● Composition et impression :

Est-Imprimerie, ZAC Tournebride -  
57160 MOULINS-LÈS-METZ.

#### ● Abonnement : 80 F par an.

Les abonnements sont effectués groupés par la Section Syndicale ou le Syndicat à l'aide des formulaires B.M.

#### ● Pour tout changement d'adresse,

nous faire parvenir une bande d'envoi récente et 2 F en timbres.

#### ● C.P.P.A.P. N° 636 D 73.